

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 30 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **HSWT (ex HYET SWEET)**

Port 7516  
route de la Grande Hernesse  
59820 Gravelines

Références : C:\Users\marc.mancini\Documents\Approb Dossier\2023\_10\_30\_HSWT\HSWT\_gravelines\_rapvi\_07000481.odt  
Code AIOT : 0007000481

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement HSWT (ex HYET SWEET) implanté Port 7516 - route de la Grande Hernesse - 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HSWT (ex HYET SWEET)
- Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines
- Code AIOT : 0007000481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

HSWT est un établissement soumis à autorisation préfectorale. Il est également SEVESO Seuil Bas. Son activité consiste en la synthèse d'aspartame.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** incident du 22/10/2023 – fuite tuyauterie HCl

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de cette visite, l'exploitant a indiqué que suite à la signature de l'arrêté préfectoral du 29/08/2023, les actions suivantes étaient engagées/réalisées :

- modification de la rétention au niveau des zones de dépotage acide-base et solvant (mise en place d'un dos d'âne pour créer une rétention et supprimer la liaison avec les rétentions des cuves de stockage) ;
- création d'une aire bétonnée pour le stockage de  $\text{FeCl}_3$ . Les raccordements des différentes tuyauteries doivent encore être réalisés. Ce stockage pourra donc être prochainement sorti du bâtiment des eaux;
- création de la rétention spécifique pour le stockage d'acide formique de la cuve T-7150.

Par ailleurs, un audit est en cours de réalisation par l'organisme Bureau Veritas afin d'identifier de manière très précise les installations soumises au PM2I et les contrôles à mettre en place pour les autres installations. Cet audit permettra de déterminer si les contrôles réalisés actuellement sont suffisants.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	incident	Code de l'environnement du 25/10/2023, article R.512-69	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'avait pas été informée par l'exploitant de cet incident. Celui-ci a été rapidement maîtrisé par l'exploitant une fois qu'il en a eu connaissance.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement - article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'Inspection a eu connaissance le 23/10/2023 qu'un incident s'était produit le 22/10/2023 vers 22h00 suite à un problème sur l'installation de déminéralisation. Cet incident a été à l'origine d'une émanation de chlorure d'hydrogène gazeux.  L'Inspection s'est donc rendue sur site le 24/10/2023 matin.  L'exploitant a confirmé les faits et a expliqué que : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'incident s'est produit lors d'une phase de régénération des résines utilisées dans le cadre du traitement de l'eau (production d'eau déminéralisée) ;</li><li>- l'installation incriminée se situe au niveau de la bride de la tuyauterie d'un stockage extérieur d'HCl à 35 % (cuve V-9410 de 5m<sup>3</sup> située à l'extérieur du bâtiment des eaux - rue B) ;</li><li>- l'incident s'est produit sur une durée indéterminée. C'est le site voisin BASF qui a contacté, vers 22h00 le 22/10/2023, le poste de garde d'HSWT pour l'informer d'une odeur inhabituelle. Une levée de doute a immédiatement été réalisée et l'installation a été mise en sécurité. En parallèle, le chef d'équipe qui venait d'arriver sur site pour prendre son poste avait contacté le responsable de production (cadre astreinte « utilités ») pour l'informer de l'incident. Le cadre d'astreinte a alors passé les consignes pour mettre l'installation incriminée en sécurité (à noter que le cadre d'astreinte était en repos ensuite et n'a pas encore donné le déroulement précis des actions mises en place le soir même) ;</li><li>- le site voisin étant sous les vents dominants le soir de l'incident, il a ressenti l'odeur avant le personnel d'HSWT se trouvant en salle de contrôle (peu de personnel en extérieur le soir) ;</li><li>- lundi 23/10, le personnel a constaté que le joint était sorti de son logement et qu'un boulon était desserré. L'installation a ensuite été remise en état (remplacement du joint et des boulons). Des essais ont été réalisés et ils se sont montrés satisfaisants ;</li><li>- un plan d'action a d'ores et déjà été établi : mise en place d'un plexiglas pour sécuriser le personnel des éventuelles projections et check-up complet de l'installation (tuyauteries + stockage d'HCl). Le plan d'actions n'est pas finalisé et la cause profonde de l'incident sera à étudier ;</li><li>- les boulons - acier carbone - de cette installation sont changés régulièrement du fait d'une détérioration rapide (atmosphère acide malgré le fait d'être en extérieur) ;</li><li>- lors de l'arrêt technique de 2022 toute l'installation avait été vérifiée (support de tuyauteries, boulonnerie, jointure, ...) ;</li><li>- il n'y a pas eu d'alarme, car la régénération continuait de fonctionner. Une mesure de la conductivité est réalisée, mais elle ne permet pas de détecter une fuite peu importante (il faut</li></ul>

une variation importante de la conductivité nécessaire pour arrêter l'installation) ;

- jeudi 26/10, un prestataire extérieur interviendra pour faire un bilan de toute la boulonnerie de l'installation. Dans l'attente, une surveillance renforcée de l'installation a été mise en place. L'installation de régénération fonctionnant par batch, des rondes (contrôle visuel) seront réalisées pendant son fonctionnement.

A l'issue de la visite, l'Inspection formule les remarques suivantes auxquelles il conviendra de répondre sous un délai d'1 mois :

1- il est rappelé qu'il convient d'informer la DREAL sous les meilleurs délais lors d'un accident/incident. En effet, il est regrettable d'avoir eu connaissance de l'information par un tiers d'autant plus que le site industriel voisin BASF semble avoir été incommodé par les émanations liées à cet incident;

2- la cause profonde de l'incident devra être, dans la mesure du possible, identifiée;

3- l'incident n'ayant pas été détecté en interne, il convient d'étudier la possibilité de modifier/ajouter des paramètres de conduite afin de détecter plus précocement ce type d'incident;

4- les rondes visuelles de l'installation ne permettront pas de s'assurer de l'absence de desserrage de la boulonnerie. Une vérification supplémentaire doit être mise en place dans l'attente du check-up complet de l'installation (ex. marquage sur écrou...) ;

5- les dernières opérations de maintenance de l'installation (ex. extrait GMAO) sont à communiquer (dernier remplacement des écrous, boulons) ;

6- le mode opératoire relatif au serrage de la boulonnerie devra être précisé (serrage manuel ou par couple...) ;

7- le bon fonctionnement du ballon compensateur, qui permet d'amortir les à-coups liés à la pression dans la tuyauterie devra être justifié (le ballon a été changé en 2022 mais le ballon mis en place n'était pas neuf) ;

8- le rejet de chlorure d'hydrogène gazeux ayant eu des impacts à l'extérieur du site, il convient de mettre à jour l'étude de danger (ce scénario n'est a priori pas repris dans la dernière version de l'EDD).

Enfin, il conviendra de transmettre dans ce même délai le rapport d'incident tel que prévu à l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 29/08/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet